

Cote du document: EB 2019/127  
Date: 3 décembre 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Procès-verbal de la cent vingt-septième session du Conseil d'administration**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Atsuko Hirose**  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: a.hirose@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

## Table des matières

<b>Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session</b>	<b>1</b>
<b>Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour</b>	<b>2</b>
<b>Point 3 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles</b>	<b>3</b>
a) Politiques et stratégies	3
b) Évaluation de l'impact pour FIDA10: rapport final (EB 2019/127/R.5 + Add.1 + Add.2)	6
c) Directives opérationnelles du FIDA relatives au ciblage telles que révisées (EB 2019/127/R.6)	7
d) Informations actualisées sur la proposition de création d'un Conseil des jeunes reconnu par le FIDA	9
<b>Point 4 de l'ordre du jour – Gestion du risque institutionnel</b>	<b>9</b>
a) Informations actualisées sur la gestion du risque institutionnel et la feuille de route/plan de séquençement et b) Tableau de bord des risques du FIDA: Rapport de situation	9
<b>Point 5 de l'ordre du jour – Évaluation</b>	<b>10</b>
a) Rapports du président du Comité de l'évaluation sur i) la cent cinquantième et ii) la cent sixième session du Comité de l'évaluation	10
b) Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres	10
c) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP)	11
d) Rapport de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA	11
e) Rapport annuel 2019 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et point 6 de l'ordre du jour – Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)	12
<b>Point 7 de l'ordre du jour – Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) (EB 2019/127/R.16 + Add.1)</b>	<b>13</b>
<b>Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles</b>	<b>13</b>
a) Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes	13
b) Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et 5 c) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP)	13
i) Asie et Pacifique	14
ii) Afrique de l'Ouest et du Centre	14
c) Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration en 2019	14
d) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration	15
i) Asie et Pacifique	15
ii) Afrique orientale et australe	16
iii) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	17
iv) Afrique de l'Ouest et du Centre	17
<b>Point 9 de l'ordre du jour – Questions financières</b>	<b>19</b>
a) Rapports du président du Comité d'audit	19
i) Cent cinquante-troisième réunion du Comité d'audit	19
ii) Cent cinquante-quatrième réunion du Comité d'audit	19
b) Informations actualisées sur le Cadre pour la soutenabilité de la dette	20
c) Politique d'adéquation des fonds propres	21
d) Cadre de contrôle interne	22

<b>Point 10 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gouvernance</b>	<b>23</b>
a) Conseil des gouverneurs	23
<b>Point 11 de l'ordre du jour – Rapports de situation</b>	<b>24</b>
<b>Point 12 de l'ordre du jour – Questions diverses</b>	<b>25</b>
a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA	25
b) Demande de statut d'observateur	25
c) Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Bill and Melinda Gates Foundation	25
d) Acceptation de fonds supplémentaires proposés par le Gouvernement australien	25
e) Brève déclaration du Brésil, pour information	26
<b>Clôture de la session</b>	<b>26</b>

## Annexes

- I. Consultations avant EB127
  - A. Consultation sur la mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles
  - B. Résumé du rapport verbal sur les conclusions des consultations relatives aux programmes d'options stratégiques pour le pays et sur les évaluations connexes de la stratégie et du programme de pays
- II. Délégations à la cent vingt-septième session du Conseil d'administration
- III. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-septième session
- IV. Ordre du jour

## **Procès-verbal de la cent vingt-septième session du Conseil d'administration**

### **Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session**

1. La cent vingt-septième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et Président du Conseil d'administration, Gilbert F. Houngho.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents dont la liste figure à l'annexe III.
3. Le présent procès-verbal suivait l'ordre de présentation des points de l'ordre du jour. Les principaux résultats étaient indiqués dans des encadrés lorsque cela présentait un intérêt.
4. Le Président a souhaité la bienvenue aux nouveaux représentants accrédités auprès du Conseil d'administration:
  - Pour le Canada: Gloria Wiseman, Conseillère, Représentante permanente adjointe du Canada auprès des organismes des Nations Unies s'occupant d'alimentation et d'agriculture ayant leur siège à Rome.
  - Pour la Norvège: Aslak Brun, Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume de Norvège auprès du FIDA
5. Le Président a souhaité également la bienvenue aux représentants qui participaient pour la première fois à une session du Conseil d'administration et aux autres représentants et observateurs qui avaient pris place dans la salle d'écoute. Plus particulièrement, il a souhaité la bienvenue aux représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Union européenne qui ont assisté à la session en qualité d'observateurs.
6. Le Président du Conseil d'administration a déclaré ouverte la cent vingt-septième session.
7. Le discours d'ouverture du Président du Conseil d'administration a été mis en ligne sous la cote EB 2019/127/INF.8.

## Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour figurant dans le document EB 2019/127/R.1/Rev.2, modifié comme suit:
    - Suppression de deux propositions de projet pour permettre de prolonger les négociations:
      - Indonésie: Projet relatif aux marchés et à la productivité agricole des hautes terres
      - Inde: Projet de développement des techniques agricoles pour les petits exploitants.
    - Suppression du programme d'options stratégiques pour le pays concernant la République du Tadjikistan pour permettre au Gouvernement de prendre en compte les observations reçues lors de la consultation du Conseil, au mois de juillet.
    - Addition des points suivants:
      - un rectificatif au Cadre d'adéquation des fonds propres
      - le report de la date limite de signature des amendements à l'accord de financement (EB 2019/127/R.48) concernant le mémorandum du Président relatif au Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) pour le Cameroun
      - un rectificatif aux Informations actualisées sur le Cadre pour la soutenabilité de la dette
      - une déclaration du Brésil, pour information, au titre des questions diverses.
8. En approuvant l'ordre du jour, le Conseil a pris note des observations de la Liste A relatives à l'importance de la publication en temps opportun de la documentation et de l'ordre de priorité stratégique des travaux du Conseil.

## Point 3 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

### a) Politiques et stratégies

#### i) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2020, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2020 et du plan indicatif pour 2021-2022 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

##### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2019/127/R.2 et y a apporté des contributions. Le Conseil a pris note des résumés des examens par le Comité d'audit et le Comité de l'évaluation, présentés par leurs présidents respectifs.
- Le Conseil d'administration a pris note du projet de programme de prêts et dons du FIDA pour 2019, s'élevant à 1,76 milliard d'USD, et du programme de prêts et dons pour l'ensemble de la période de FIDA11, qui devrait atteindre ou dépasser les 3,5 milliards d'USD. Pour 2020, il est prévu que les réalisations du programme de prêts et dons seraient de 1,36 milliard d'USD; le projet de budget ordinaire pour 2020 s'élevait à 160,57 millions d'USD, ce qui représentait une croissance réelle nulle, et une augmentation nominale de 1,49% par rapport à 2019. Le budget d'investissement proposé devrait être semblable à celui des années précédentes, et se situer dans la fourchette de 2 millions d'USD à 2,5 millions d'USD.
- Le Conseil attendait avec intérêt l'examen des résultats de l'étude de McKinsey sur les ressources humaines, au cours d'une session informelle qui précéderait la session de décembre, ainsi que l'examen, au cours de la session de décembre, de la version finale du budget proposé, pour le FIDA et pour IOE.

9. Le Conseil d'administration a noté les principaux facteurs de coût pour le budget 2020, tels que présentés par la direction: i) poursuite de l'amélioration de la qualité du portefeuille de projets et intégration systématique dans les programmes de pays, du climat, de l'égalité des sexes, de la nutrition et de la jeunesse; ii) augmentation de la collaboration avec les parties prenantes pour la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12); iii) renforcement de l'architecture financière du FIDA; iv) amélioration du Cadre de gestion des risques au FIDA et du Cadre de contrôle interne; v) stimulation et optimisation du capital humain du FIDA.
10. Dans une déclaration conjointe, les membres de la Liste A ont encouragé la direction à continuer à évaluer avec réalisme la situation du Fonds, en gardant présent à l'esprit le fait qu'il restait encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre des niveaux adéquats d'efficacité et d'efficience dans plusieurs domaines. La Liste A a réitéré qu'elle considérait le budget administratif comme une occasion de renforcer la capacité du FIDA de se concentrer sur son mandat plutôt que comme le point de départ d'une étape vers une nouvelle phase.
11. La Liste A a exprimé son appréciation pour la capacité dont avait fait preuve le FIDA de concrétiser ses engagements: elle était convaincue que le programme de prêts et dons 2019 serait réalisé et que le programme de prêts et dons 2020 serait conforme aux attentes du Conseil. Le Conseil a noté que l'ambitieuse anticipation du programme de prêts et dons de FIDA11 à 2019 (la première année du cycle) aurait pour conséquence un moindre nombre de propositions en 2020.

12. Dans une déclaration conjointe, les membres de la sous-Liste C1 ont réaffirmé la nécessité d'une participation accrue du secteur privé et des banques locales de développement au cofinancement des projets et au financement des petits agriculteurs, en particulier les jeunes et les femmes. La sous-Liste C1 a également souligné qu'il était important de continuer à améliorer la conception des projets et de renforcer l'assistance aux pays, spécialement sur le plan de la formation, étant donné que cela permettrait aux équipes techniques locales d'exécuter les projets plus rapidement et améliorerait le décaissement.
13. Le Conseil a pris note de la proposition ponctuelle de coup de pouce à l'investissement ciblé, et de la nécessité d'investir dans des mesures indispensables qui permettraient au FIDA de disposer des moyens adéquats, en termes de capital humain, de combinaison de compétences et de technologies pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Bien que certains représentants aient clairement exprimé leur appui à cet investissement, d'autres ont demandé des éclaircissements sur les coûts et incidences potentiels, sur l'effet attendu de cet investissement, et sur le point de savoir si cela présenterait un avantage à long terme. La direction a déclaré, en réponse, que la version finale du document relatif au budget contiendrait les précisions demandées.
14. La direction a par ailleurs précisé qu'il y aurait un débat stratégique et de fond avec le Conseil sur les résultats de l'étude de McKinsey sur les ressources humaines, et que le financement du coup de pouce ponctuel proviendrait du budget administratif.
15. Les membres du Conseil ont apprécié l'effort qui avait conduit à la soumission d'un budget à croissance réelle nulle, et demandé des précisions complémentaires sur la méthode de détermination du budget de référence nominal. Dans le même temps, un membre a souligné la nécessité, pour le FIDA, de redoubler d'efforts dans l'exécution de son mandat et réclamé une expansion des ressources financières du FIDA, compte tenu du besoin de ressources humaines et financières solides, et a déclaré que cela était incompatible avec un scénario de croissance nulle. La direction a précisé qu'une fois toutes les augmentations réelles compensées par des économies, la référence incluait les augmentations d'échelon à l'intérieur d'un grade et les augmentations du personnel des services généraux, y compris les estimations relatives au paiement des pensions et aux ajustements sur la base du taux de change.
16. Le Conseil a souligné la nécessité d'une plus grande clarté concernant l'ordre des priorités du FIDA, y compris du point de vue des ressources humaines, et demandé que cela soit clairement reflété dans la version finale du projet de budget.
17. S'agissant des interrogations relatives aux procédures formelles de notation de crédit, la direction a précisé que ces procédures devraient être autorisées par le Conseil et que, au terme d'une étude documentaire, une proposition pourrait être soumise au Conseil, si tout allait bien, d'ici au mois de décembre.
18. Le Conseil d'administration s'est félicité du programme de travail et budget proposé par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) et a noté que celui-ci inclurait les recommandations de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA dans le processus budgétaire de 2020. Néanmoins, la Liste A a demandé qu'IOE procède à une évaluation préliminaire pour analyser les incidences financières de l'examen par les pairs et déterminer si des économies seraient possibles. IOE a précisé que son programme de travail et budget était axé sur les résultats et qu'il énonçait donc clairement les résultats et les facteurs de coût. En réponse à une question concernant le coût de la procédure de recrutement de son directeur, IOE a précisé que le montant prévu au budget était inférieur de 20% à celui de l'exercice précédent.

## ii) Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024, telle qu'elle figurait dans le document EB 2019/127/R.3.
- Tout nouvel instrument financier proposé au titre de cette politique serait soumis à l'examen et à l'approbation préalables du Conseil d'administration. En outre, la direction ferait régulièrement rapport au Conseil sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie, y compris des informations actualisées sur le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), davantage de données factuelles sur la demande de financement du FIDA, des informations sur les modalités opérationnelles, et des informations actualisées sur le renforcement des capacités.
- La direction a pris acte des orientations du Conseil selon lesquelles le FIDA devrait s'efforcer, dans la mesure du possible, de concevoir, de cofinancer et de gérer conjointement des projets avec le secteur privé afin d'appuyer les micro, petites et moyennes entreprises et les petits exploitants agricoles. La direction a noté que le Conseil d'administration recommandait l'adoption d'une approche progressive en tenant compte de la nécessité de garantir une gestion des risques robuste.
- Avec l'approbation par le Conseil d'administration de la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024, la proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé et adoptée par le Conseil des gouverneurs en février 2019, était entrée en vigueur le 10 septembre 2019.

19. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024 et ses additifs. Les membres ont exprimé leur ferme appui à la stratégie et se sont félicités de l'approche progressive consistant à travailler avec les organismes ayant leur siège à Rome (OSR) et d'autres partenaires de développement. Il a également été noté que le FIDA serait le premier organisme des Nations Unies à offrir directement des instruments financiers au secteur privé.
20. Les membres ont souligné le rôle essentiel qu'aurait à jouer le personnel du FIDA, dans les pôles régionaux et les bureaux de pays, dans la mise en œuvre de la stratégie, et ils ont insisté sur l'importance de la préparation du personnel à collaborer efficacement avec le secteur privé. La direction a assuré au Conseil que les directeurs de pays et le personnel décentralisé avaient été associés aux débats dès le début et qu'ils avaient formulé des idées sur la manière de travailler avec le secteur privé.
21. Répondant à une question sur la capacité du FIDA à mener une évaluation adéquate des risques et à définir des mesures d'atténuation des risques, la direction a déclaré que la gestion des risques était une priorité et que le FIDA continuerait à renforcer ses capacités dans ce domaine.
22. Les membres ont soulevé la question de savoir comment le FIDA évaluerait le succès de sa collaboration avec le secteur privé et comment il exploiterait et utiliserait les enseignements tirés. Les membres ont également noté qu'il serait bénéfique, pour la stratégie, de comporter des informations supplémentaires sur la manière dont le secteur privé bénéficierait de sa collaboration avec le FIDA.



23. La direction s'est félicitée de ces observations encourageantes, et a noté qu'elles seraient prises en considération dans la mise en œuvre de la stratégie. Tous les nouveaux instruments financiers seraient examinés par le Comité d'audit avant d'être soumis au Conseil.

### iii) Cadre de partenariat du FIDA

#### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le Cadre de partenariat du FIDA, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.4, et a pris note des observations d'IOE, contenues dans l'additif.

24. Le Conseil s'est félicité de la qualité du document, qui offrait un cadre opérationnel pour les principes et objectifs de la collaboration du FIDA avec les partenaires, lesquels avaient été examinés durant la Consultation sur FIDA11. Il a également été noté que la direction accueillait avec satisfaction les observations positives formulées par IOE et qu'elle intégrerait la plupart des recommandations dans le cadre général.

25. Les membres ont soulevé les points suivants:

- S'agissant de la référence aux pays à revenu intermédiaire, au paragraphe 36 du document, et rappelant le débat sur les Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, en décembre 2018, les membres ont souligné que les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) concernant ces pays ne se limitaient pas exclusivement à des activités hors prêts (par exemple, un appui technique et politique), et que ces activités ne devaient par conséquent pas être considérées comme la principale composante des activités du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire.
- Le FIDA devait évaluer de manière attentive les partenaires potentiels et rechercher des partenariats avec des organisations capables d'apporter un appui actif aux thèmes à transversaliser, comme l'égalité des sexes. En outre, les résultats des partenariats en cours devaient être suivis et évalués dans le cadre de rapports périodiques.
- La direction pourrait envisager de mettre l'accent sur la manière dont les dons étaient en cours d'intégration dans les activités de partenariat et dans le cadre du plan d'action, y compris dans les partenariats régionaux, et sur la manière dont les dons pourraient combler une lacune qui n'était pas prise en compte par les engagements aux niveaux national et mondial.

### b) Évaluation de l'impact pour FIDA10: rapport final (EB 2019/127/R.5 + Add.1 + Add.2)

#### Résultat des délibérations:

- Le Conseil a examiné le Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA10, ainsi que les observations d'IOE, remercié la direction pour avoir entrepris cette évaluation et accueilli avec satisfaction les résultats.
- Le Conseil a noté que la direction devait étudier la limitation que comportait la méthode actuelle et continuer à œuvrer à l'amélioration de cette méthode à l'avenir.

26. Le Conseil a pris note de l'indication, par la présidence, du fait que le document était soumis pour examen et non pour approbation comme cela était indiqué dans la version originale. La version révisée du document refléterait cette correction.

27. Dans ses observations sur le rapport, le Conseil a attiré l'attention sur les points suivants à examiner lors de futurs exercices:
- conduire un examen de la méthode par les pairs et en poursuivre le renforcement avec l'appui d'experts externes;
  - envisager le partage de l'échantillonnage et de la méthode en vue d'un examen avant d'entreprendre l'évaluation;
  - présenter les résultats sur les thèmes à transversaliser – égalité des sexes, jeunesse, changements climatiques et nutrition – dans les futures évaluations.
28. S'agissant de l'échantillonnage, la direction a répété que l'échantillon avait été sélectionné sur la base des critères convenus dans le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement approuvé par le Conseil. La direction a indiqué qu'elle était disposée à élargir la taille de l'échantillon, mais a noté que cela serait très coûteux et uniquement possible dans les cas où les pays seraient prêts à payer pour les évaluations d'impact.
29. Le Conseil a noté que le document était un outil prospectif dont les résultats apporteraient des informations utiles aux débats sur la reconstitution des ressources et qu'il était donc nécessaire de gérer de manière proactive tout éventuel risque de réputation découlant de la méthode.
30. IOE a reconnu l'importance du travail accompli dans le cadre de cette initiative d'évaluation d'impact. Il a toutefois noté qu'il n'était pas possible de déterminer clairement dans quelle mesure l'échantillon de projets pouvait être considéré comme représentatif des opérations financées par le FIDA. Il serait important de revoir le processus de sélection, notamment pour les futures initiatives d'évaluation d'impact.
31. Le Conseil a invité instamment IOE et la direction à collaborer étroitement sur la méthode et sur le processus d'évaluation d'impact afin d'accroître la crédibilité des résultats présentés et de minimiser, par là même, le risque de réputation pour l'institution.
32. La direction était convenue de la nécessité de procéder à une analyse de sensibilité pour les futures évaluations d'impact. S'agissant de la définition et de la mesure de la résilience, la direction a noté que les paramètres utilisés étaient ceux de la FAO; toutefois, le processus d'évaluation de l'impact était toujours en cours et on continuerait d'explorer les moyens de l'améliorer.

**c) Directives opérationnelles du FIDA relatives au ciblage telles que révisées (EB 2019/127/R.6)**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil a approuvé la version révisée des directives opérationnelles relatives au ciblage, et noté qu'elles apporteraient une réponse aux problèmes concrets rencontrés dans l'opérationnalisation du ciblage sur le terrain.
- En faisant fond sur les enseignements et les retours d'information reçus à propos de la mise en œuvre des directives révisées, la direction élaborerait une politique de ciblage plus générale et, ensuite, de nouvelles directives.

33. Le Conseil s'est félicité des approches différenciées et des liens clairs établis avec les thèmes transversaux: environnement et climat, égalité des sexes, nutrition et jeunesse. Le Conseil a également apprécié l'accent mis sur les femmes rurales et les ménages dirigés par une femme, sur le ciblage indirect conçu pour assurer l'inclusion des plus pauvres, et sur le ciblage géographique, qui avaient tous montré que les priorités variaient selon le contexte.

34. Le Conseil a noté que les directives devraient être alignées sur les priorités, les politiques et les stratégies du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté; promouvoir de manière proactive l'inclusion des personnes pauvres et incapables de tirer parti des services du FIDA; inclure systématiquement les personnes handicapées.
35. Le Conseil a demandé à la direction de fournir davantage de précisions sur le ciblage indirect; sur les personnes qui réaliseraient l'analyse de la pauvreté; sur la manière dont le personnel des bureaux de pays avait été associé à la préparation des directives; et sur le point de savoir si les informations seraient ventilées par sexe, âge, situation de handicap et autres facteurs.
36. Répondant à ces interrogations, la direction a donné les explications suivantes:
  - c'était une approche multidimensionnelle du ciblage qui avait été utilisée, en raison du caractère multidimensionnel de la pauvreté;
  - on envisageait de recueillir des données sur les personnes porteuses de handicap, en utilisant les statistiques de handicap du Groupe de Washington;
  - une analyse de situation sur les activités économiques des personnes handicapées avait été réalisée et serait présentée au Conseil à l'occasion d'un séminaire informel prévu pour le 27 septembre;
  - on continuerait le débat sur les moyens de poursuivre la transversalisation du thème du handicap;
  - elle travaillait au renforcement du processus d'évaluation concernant les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC) pour y inclure également l'analyse de la pauvreté.
37. Appuyant l'approche du FIDA consistant à travailler avec les ruraux qui étaient pauvres mais avaient la capacité potentielle de tirer parti de ses interventions, le Conseil a souligné la nécessité de promouvoir de manière proactive une approche progressive en faveur des pauvres qui ne pouvaient pas bénéficier immédiatement des interventions.
38. Le Conseil a également noté que l'analyse de la pauvreté devrait constituer la base de la programmation et a réaffirmé la nécessité de concevoir des programmes à long terme qui laissaient suffisamment de temps pour l'obtention de résultats, compte tenu de la difficulté des cibles spécifiques du FIDA – personnes et zones géographiques.
39. Un membre a remercié la direction d'avoir noté que le handicap était une question transversale et souligné la nécessité de faire référence à la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée par les Nations Unies.
40. Un autre membre a exprimé son appréciation à propos des travaux du FIDA en matière de formulation de politiques, de stratégies, de directives et de plans d'action, et demandé qu'un recueil de toutes ces initiatives et de leur statut soit présenté au Conseil pour information. Le Président a déclaré que cette question serait abordée avec les Coordonnateurs et amis si nécessaire, en gardant à l'esprit le fait que les membres avaient souligné la nécessité d'établir des priorités et une charge de travail équilibrée.

**d) Informations actualisées sur la proposition de création d'un Conseil des jeunes reconnu par le FIDA**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris note des informations communiquées à propos de la création d'un Conseil des jeunes reconnu par le FIDA, et a exprimé son appui au processus partant de la base dont la direction avait pris l'initiative.
- La direction paracheverait, avant la fin de l'année, une note de position et exposerait les solutions possibles pour un mécanisme de collaboration avec la jeunesse dans les pays en développement. La note serait présentée, en vue d'un examen plus approfondi, dans le cadre d'un séminaire informel qui se tiendrait au premier trimestre de 2020.
- Le Conseil a salué l'important appui financier que l'Allemagne prévoyait d'accorder pour accélérer la mise en œuvre du Plan d'action pour la jeunesse rurale.

41. La direction a porté à la connaissance du Conseil les activités conduites à ce jour: réalisation d'un inventaire des organisations de jeunesse existantes, et établissement d'un bilan des expériences du FIDA en matière de renforcement de la voix des jeunes.
42. Un membre a noté que les autres OSR et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale mettaient également en place des conseils de la jeunesse. Dans cette optique, les membres ont invité la direction à travailler avec les autres OSR et à adhérer au Conseil OSR des jeunes déjà établi. La direction a également été encouragée à reproduire à plus grande échelle les expériences des gouvernements nationaux ayant déjà mis en œuvre des stratégies pour la jeunesse. Il a aussi été suggéré d'envisager la possibilité d'inviter les jeunes à prendre la parole lors des sessions du Conseil.

**Point 4 de l'ordre du jour – Gestion du risque institutionnel**

**a) Informations actualisées sur la gestion du risque institutionnel et la feuille de route/plan de séquençage et b) Tableau de bord des risques du FIDA: Rapport de situation**

43. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction la présentation des informations actualisées sur la gestion du risque institutionnel et la feuille de route/plan de séquençage, ainsi que le rapport de situation sur le tableau de bord des risques du FIDA, qui ont été examinés conjointement.
44. Un membre a demandé que les risques en matière de cybersécurité soient inclus dans le tableau de bord des risques du FIDA. La direction a accepté cette demande.
45. Répondant aux préoccupations concernant les risques liés à la passation des marchés, la direction a expliqué que de nouveaux processus étaient en place. Ils comprenaient notamment un tableau des risques en matière de passation des marchés, des audits internes et externes, des mécanismes d'assurance et des outils informatiques. En outre, une formation était dispensée au personnel.
46. Répondant à une question sur l'information relative aux progrès en matière de gestion des risques liés à FIDA12, la direction a donné au Conseil l'assurance qu'il recevrait des mises à jour périodiques, dans lesquelles il serait fait état de tout nouveau risque susceptible de survenir.

47. La sous-Liste C1 a demandé que de nouvelles informations actualisées soient présentées à une prochaine session du Conseil.

## **Point 5 de l'ordre du jour – Évaluation**

### **a) Rapports du président du Comité de l'évaluation sur**

#### **i) la cent cinquième et ii) la cent sixième session du Comité de l'évaluation**

48. Le Conseil a pris note des rapports du Président sur la cent cinquième et la cent sixième session du Comité de l'évaluation et, en particulier, sur la nécessité pour IOE et la direction de collaborer sur un plan de suivi concernant les recommandations découlant de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA.
49. Le Conseil a remercié le Président pour ses rapports et noté que la question soulevée concernant le rôle du Comité dans la mise en œuvre des recommandations serait examinée au titre du point pertinent de l'ordre du jour.

### **b) Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres**

#### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné l'évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres, telle que présentée par IOE et figurant dans le document EB 2019/127/R.10.
- Des directives opérationnelles sur le développement des filières seraient présentées au Conseil à la première session de 2020.

50. Le Conseil a noté que la direction avait exprimé son accord avec la plupart des recommandations, à l'exception de celle concernant l'élaboration d'une stratégie institutionnelle visant à soutenir le développement de filières en faveur des pauvres. Certains membres ont approuvé la recommandation d'IOE concernant l'élaboration d'une telle stratégie et demandé comment la direction garantirait une approche cohérente du développement de filières en faveur des pauvres.
51. La direction a expliqué qu'une stratégie institutionnelle était un document théorique et global qui ne fournirait pas la granularité et les détails nécessaires pour améliorer le développement des filières au niveau des pays. Les lecteurs d'une telle stratégie seraient les membres du Conseil d'administration plutôt que les équipes sur le terrain. La direction a estimé qu'un document contenant des directives opérationnelles serait plus utile au niveau des pays et constituerait une meilleure source d'orientations pour les équipes chargées de l'exécution.
52. La direction aurait recours aux outils existants et aux directives sur la manière de promouvoir les projets de développement de filières sur le terrain. De plus, à la lumière des recommandations d'IOE, la direction réévaluerait ces documents techniques et préparerait des directives opérationnelles couvrant toutes les questions soulevées concernant le ciblage en faveur des pauvres, y compris les femmes, et la gouvernance des projets de filières.
53. Le président a rappelé aux membres que les directives opérationnelles n'étaient normalement pas soumises au Conseil d'administration; dans ce cas, toutefois, elles pourraient être présentées à la première session de 2020 et rectifiées si nécessaire, en fonction des travaux de la Consultation sur FIDA12. Si le Conseil considérait que les directives opérationnelles étaient insuffisantes, la direction pourrait élaborer un document fournissant une orientation stratégique dans ce domaine. Cela permettrait également à la direction d'intégrer les enseignements tirés de la mise en œuvre de la stratégie concernant le secteur privé.

54. Un membre s'est dit préoccupé par le fait que le manque de données fiables et de systèmes de traitement automatisé des données pourrait rendre difficiles les évaluations et la réalisation des évaluations d'impact. La direction a répondu qu'une stratégie des technologies de l'information et des communications était en cours d'élaboration et qu'elle serait présentée au Conseil lors d'un séminaire informel, le 27 septembre.

**c) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP)**

55. Le Conseil d'administration a examiné ce point en même temps que le point 8 b) de l'ordre du jour consacré aux programmes d'options stratégiques pour le pays.

**d) Rapport de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil a examiné le rapport avec une grande satisfaction, et a pris note des recommandations qui y figuraient.
- Le Conseil d'administration a chargé le Comité de l'évaluation de poursuivre la mise en œuvre de la recommandation 2 relative au mandat du Comité.
- Le Conseil d'administration a également demandé à la direction et à IOE de présenter un projet de plan d'action tenant compte de toutes les recommandations contenues dans le rapport pour examen à la prochaine session du Comité de l'évaluation, le 29 octobre. Le plan d'action serait ensuite soumis au Conseil pour examen en décembre 2019.

56. Le président du Groupe chargé de l'examen par les pairs a exposé les points saillants du rapport, notant que l'examen et ses recommandations offraient une occasion, pour la fonction d'évaluation, d'apporter une contribution beaucoup plus importante à l'efficacité du FIDA. Il a souligné que: i) l'évaluation était une responsabilité partagée et devait être repositionnée en un ensemble de systèmes interdépendants pour lesquels IOE, la direction et le Conseil d'administration avaient des responsabilités partagées mais distinctes; ii) l'évaluation devait être menée dans un cadre stratégique solide et être alignée sur les objectifs institutionnels fondamentaux et les soutenir; iii) c'était à IOE que devait incomber la partie fondamentale du travail d'évaluation, qui devrait être axé sur la fourniture de produits et services pertinents et précieux au Conseil d'administration et à la direction.
57. Le Conseil a noté avec satisfaction que la direction et IOE étaient tous deux d'accord avec les conclusions et les recommandations de l'examen par les pairs, et les a invités à entreprendre immédiatement le suivi.
58. Certains membres se sont inquiétés du fait que la mise en œuvre des recommandations pourrait de quelque manière compromettre l'indépendance d'IOE. Le président du Groupe chargé de l'examen par les pairs a souligné que l'indépendance d'IOE était fermement établie et faisait partie de la culture organisationnelle, comme en témoignaient un budget séparé, un processus de recrutement distinct pour le responsable de l'évaluation et des rapports hiérarchiques distincts avec le Conseil, par l'intermédiaire du Comité de l'évaluation. Des débats supplémentaires étaient nécessaires sur la manière de trouver un équilibre entre indépendance et engagement.
59. Le Conseil a noté que la question de savoir si le mandat du Comité de l'évaluation devait être élargi au-delà d'IOE était à l'examen dans le contexte des débats du Conseil sur la gouvernance du FIDA. Dans ce processus, il serait essentiel de faire fond sur l'expérience d'autres organisations concernant l'examen de l'efficacité en matière de développement.

60. Compte tenu des changements institutionnels en cours, le Conseil s'est félicité de l'occasion de réfléchir aux moyens de s'adapter à une réalité en évolution afin que l'évaluation demeure pertinente et utile, qu'elle renforce l'apprentissage et la responsabilité, et qu'elle améliore la focalisation sur la gestion des résultats.
- e) Rapport annuel 2019 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et point 6 de l'ordre du jour – Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)**
61. Afin de faciliter les débats et d'utiliser au mieux le temps à disposition, le Conseil a examiné ensemble le RARI et le RIDE. Le Conseil a remercié la direction pour les deux rapports, qui constituaient d'importantes sources d'information sur la performance du FIDA.
62. Les membres ont apprécié le RARI, axé sur la période couverte par FIDA10 vue dans l'optique du Cadre stratégique et faisant apparaître un raccourcissement des délais de décaissement, un plus petit nombre de projets prolongés, des tendances positives en matière de création de partenariats et d'adaptation au climat, ainsi qu'une amélioration significative de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Ils se sont également félicités de l'impact positif sur les bénéficiaires, mis en évidence dans le RIDE. Dans le même temps, le Conseil a exprimé sa préoccupation devant la tendance à la baisse de l'impact sur la pauvreté rurale dont faisait état le RARI.
63. Les deux rapports ont montré que, dans le cas des projets achevés, les résultats obtenus dans certaines régions avaient atteint un plateau et que l'efficacité et la durabilité des avantages avaient tendance à diminuer, en particulier dans les situations de fragilité. Le recul de la performance en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, ainsi que dans la contribution à la transformation des relations entre les sexes qui ressortait clairement des deux rapports, a également été mentionné comme motif de préoccupation.
64. Le Conseil s'est félicité de l'engagement pris par la direction d'améliorer les résultats grâce à des initiatives telles que la mise en œuvre de la politique de restructuration des projets, l'élaboration d'un système complet et coordonné d'analyse et d'atténuation des risques davantage axé sur les risques opérationnels, ainsi que le renforcement des capacités nationales de suivi-évaluation et de gestion financière.
65. Les membres ont souligné la nécessité de consacrer davantage de ressources financières et humaines à l'égalité des sexes, de poursuivre l'intégration de cette problématique, et de mettre davantage l'accent sur les projets visant à transformer les relations entre les femmes et les hommes. Le Conseil a remercié la direction pour les efforts déployés afin d'accroître la représentation des femmes aux postes de décision, bien que l'objectif de FIDA10 n'ait pas encore été atteint.
66. En ce qui concernait le thème d'apprentissage relatif à l'efficacité des interventions des projets, proposé pour le RARI 2020, le Conseil a noté qu'il pourrait suffire d'un rapport actualisé sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité menée en 2013. Par conséquent, pour s'assurer que le RARI se concentrait sur un domaine prioritaire, les membres ont souhaité poursuivre leur réflexion avant de décider du thème pour 2020.

## **Point 7 de l'ordre du jour – Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) (EB 2019/127/R.16 + Add.1)**

67. Le Conseil a examiné la seizième édition du PRISMA et les observations d'IOE sur ce rapport.
68. La direction a indiqué que le PRISMA 2019 portait sur 31 évaluations comprenant 187 mesures de suivi, dont 97% étaient déjà achevées. IOE a noté que le rapport montrait que le suivi des recommandations issues des évaluations indépendantes se poursuivait de manière satisfaisante.
69. Un membre s'est déclaré satisfait du nombre toujours élevé de recommandations adoptées, et du fait que les réformes en cours étaient alignées sur les recommandations issues des récentes évaluations au niveau de l'institution.

## **Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles**

### **a) Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes**

#### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné le cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.17.
- La direction aurait des entretiens bilatéraux avec des membres du Conseil pour parachever le cadre, et organiser éventuellement un séminaire informel avant sa soumission au Conseil.

70. Les membres ont demandé l'inclusion d'informations supplémentaires sur le coût et le financement du cadre, l'appropriation par le gouvernement, des objectifs clairs pour la participation des citoyens, l'application dans les pays présentant des situations de fragilité, la dynamique des rapports entre les sexes, les mécanismes de réponse aux doléances, le calendrier d'exécution et l'évaluation de l'engagement des parties prenantes.
71. Répondant à des questions, la direction a assuré aux membres qu'il existait déjà, au niveau des projets, une base solide pour le retour d'information des bénéficiaires, et que le cadre rendrait cela plus systématique.
72. La direction prendrait en compte les observations des membres dans la version finale du Cadre à soumettre au Conseil.

### **b) Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et 5 c) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP)**

#### **Résultat des délibérations:**

- Le Conseil a pris note du rapport oral présenté par la direction et IOE sur le résultat des débats tenus les 9 et 17 juillet 2019, dans le cadre des consultations du Conseil sur les COSOP et les ESPP. Le contenu avait été précédemment communiqué aux membres du Conseil qui étaient présents aux consultations. Un résumé du rapport oral sur les consultations figure à l'annexe I.B.



73. Les observations complémentaires formulées par les membres pendant la session sont résumées ci-après:

**i) Asie et Pacifique  
Viet Nam**

74. Le Conseil d'administration a salué la qualité du document et la référence qu'il contenait à des questions spécifiques comme la participation des bénéficiaires.

75. L'Ambassadeur du Viet Nam et Représentant permanent auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome a remercié le Conseil et la direction du FIDA pour leur appui dans la rédaction du COSOP, confirmant qu'il était pleinement aligné sur les politiques économiques et sociales du Viet Nam.

**ii) Afrique de l'Ouest et du Centre  
a) Cameroun**

76. Le Conseil d'administration a examiné et appuyé le COSOP pour la République du Cameroun pour 2019-2024, et en a apprécié la pertinence pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des populations rurales pauvres, et pour la création de possibilités pour les jeunes.

77. Le représentant du Cameroun a remercié le FIDA pour sa coopération de longue date et a réitéré l'appui de son Gouvernement au COSOP, qui était pleinement aligné sur les stratégies nationales. S'agissant de l'observation d'IOE sur la portée géographique, le représentant a souligné que la zone d'intervention avait été réduite, passant de 10 régions lors du précédent COSOP à sept actuellement, et noté que cela correspondait pleinement aux priorités définies par le Gouvernement.

**b) République démocratique du Congo**

78. Le Conseil d'administration a examiné et apprécié la qualité du COSOP pour la République démocratique du Congo pour 2019-2024, dans lequel était prévue la collaboration entre les OSR, ainsi que la transparence et la participation des citoyens.

79. Les membres ont apprécié la pertinence du COSOP pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des ruraux pauvres.

80. Le représentant de la République démocratique du Congo a remercié le FIDA pour sa coopération de longue date et a réitéré l'appui du Gouvernement au COSOP, et confirmé son alignement sur le Plan national de développement.

81. À la lumière de sa politique à l'égard des pays qui ne respectaient pas les normes minimales en matière de traite des êtres humains, la représentante des États-Unis a déclaré que son pays s'opposerait aux propositions de projet du FIDA pour la République démocratique du Congo.

**c) Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration en 2019**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris connaissance avec intérêt du compte rendu oral présenté par l'Ambassadeur Hisham Mohamed Badr, représentant permanent de l'Égypte, de la visite de pays du Conseil d'administration au Cameroun (20-26 juillet 2019) et du diaporama qui l'accompagnait.

82. L'Ambassadeur Badr a souligné l'intérêt des visites de pays, qui offraient des occasions de comprendre l'action du FIDA et de débattre des progrès et des défis avec les responsables gouvernementaux et les partenaires.

83. Le groupe s'est rendu sur 10 sites de projets financés par le FIDA et a constaté directement l'impact des interventions du FIDA sur la vie des populations rurales. L'Ambassadeur a exprimé la satisfaction du groupe d'avoir eu l'occasion de rencontrer le Premier Ministre et de hauts responsables gouvernementaux, l'équipe de pays des Nations Unies et des représentants des OSR. Il a reconnu que le Gouvernement s'était engagé à améliorer la performance en s'attaquant aux problèmes et en résolvant les problèmes potentiels.
84. Les représentants se sont félicités de l'importance accrue accordée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et ont suggéré le recrutement d'un spécialiste de la question du genre. Ils ont également suggéré de réduire le délai entre la signature des accords de financement et le démarrage des projets et de tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour la mise à niveau des technologies dans les projets.
85. L'Ambassadeur Badr a noté la nécessité de renforcer le réseau de routes rurales pour améliorer l'accès aux communautés vivant dans des zones éloignées.
86. Les membres se sont associés à l'Ambassadeur Badr afin de remercier le Gouvernement du Cameroun pour une visite de pays très réussie et productive, et pour féliciter les équipes du FIDA, au siège et dans le pays, de l'intense travail accompli pour l'organisation de cette visite.

**d) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé 11 propositions de projet. Une synthèse des propositions et des débats du Conseil d'administration a été mise en ligne sous la cote EB 2019/127/INF.10.

**i) Asie et Pacifique**

**a) Bangladesh: Projet de transformation des entreprises rurales**

87. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement pour le Projet de transformation des entreprises rurales en République populaire du Bangladesh, tel qu'il figure dans le document EB 2019/127/R.23, ainsi que l'accord de financement correspondant, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables (67%) et à des conditions mixtes (33%) d'un montant équivalant à soixante et onze millions huit cent cinquante mille euros (71 850 000 EUR), soit environ quatre-vingts millions de dollars des États-Unis (80 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions figurant dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à neuf cent mille euros (900 000 EUR), soit environ un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

**b) Cambodge: Projet relatif aux actifs durables en faveur des marchés agricoles, des entreprises et du commerce**

88. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement au Royaume du Cambodge pour le Projet relatif aux actifs durables en faveur des marchés agricoles, des entreprises et du commerce, tel qu'il figurait dans le

document EB 2019/127/R.24, ainsi que l'accord de financement négocié, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinquante-trois millions cent quatre-vingt-six mille dollars des États-Unis (53 186 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un don d'un montant équivalant à un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

## **ii) Afrique orientale et australe**

### **a) Angola: Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs**

89. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.27, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante, sous réserve que les négociations relatives à l'accord de financement soient conclues avant la session de décembre 2019 du Conseil. Un exemplaire de l'accord de financement négocié, assorti de toute modification apportée aux conditions présentées au Conseil à la cent vingt-septième session, sera transmis au Conseil d'administration à la session de décembre 2019.

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt en euros à des conditions ordinaires, avec un délai de remboursement de 23 ans, un différé d'amortissement de 7 ans et une marge fixe, d'un montant de vingt-six millions deux cent mille euros (26 200 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

### **b) Éthiopie: Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres**

90. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de prêt à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.28, ainsi que l'accord de financement négocié, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-cinq millions trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (65 330 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

### **c) Mozambique: Projet de promotion de l'aquaculture artisanale**

91. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de prêt et de don à la République du Mozambique pour le Projet de promotion de l'aquaculture artisanale tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.29, ainsi que l'accord de financement négocié figurant dans le document EB 2019/127/R.29/Rev.1, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de huit millions six cent mille dollars des États-Unis (8 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le

présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à trente-quatre millions quatre cent mille dollars des États-Unis (34 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

### **iii) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe**

#### **Soudan: Programme relatif à la viabilité des ressources naturelles et des moyens d'existence**

92. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement à la République du Soudan pour le Programme relatif à la viabilité des ressources naturelles et des moyens d'existence. Le représentant de la France s'est dit préoccupé par le fait que le programme était financé en partie par un prêt (de 11,3 millions d'EUR), malgré le fort état d'endettement du pays. Compte tenu de leur politique relative à certains projets de développement, la représentante des États-Unis s'est opposée à la proposition et ne s'est donc pas ralliée à la décision du Conseil d'appuyer le programme.

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à onze millions trois cent mille euros (11 300 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Soudan, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant équivalant à quarante-cinq millions deux cent mille euros (45 200 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

93. Durant son intervention, la représentante de l'Angola a informé le Conseil de la décision de son pays d'accroître de 2 millions d'USD sa contribution à FIDA11, la portant à un total de 4 millions d'USD. L'Angola a exprimé l'espoir que cette contribution encouragera d'autres pays en développement et développés à accroître leurs contributions, en reconnaissance de l'efficacité, de la transparence et de l'efficacité du FIDA dans la réalisation de ses objectifs.

### **iv) Afrique de l'Ouest et du Centre**

#### **a) Burkina Faso: Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun**

94. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement au Burkina Faso pour le Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.31, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Burkina Faso un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de cinquante et un millions quatre cent mille euros (51 400 000 EUR) et un don de "l'Initiative Green Grant" d'un montant de huit cent quatre-vingt-dix mille euros (890 000 EUR) pour le Projet PAFA-4R, qui seront régis par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions décrites dans le présent document.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Burkina Faso un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de huit millions deux cent vingt mille euros (8 220 000 EUR) destiné au cofinancement du Projet PAVAL, qui

sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions décrites dans le présent document.

**b) Cameroun: Mémoire du Président – Programme de promotion de l’entrepreneuriat agropastoral des jeunes**

95. Le Conseil d’administration a approuvé une prorogation de trois mois – jusqu’au 16 décembre 2019 – du délai de signature de l’avenant à l’accord original de financement pour la fourniture d’un financement additionnel à la République du Cameroun, en faveur du Programme de promotion de l’entrepreneuriat agropastoral des jeunes, tel qu’il figurait dans le document EB 2019/127/R.48.

**c) Libéria: Projet de transformation de l’agriculture paysanne et de relance de l’entrepreneuriat agricole**

96. Le Conseil d’administration a examiné la proposition de financement à la République du Libéria pour le Projet de transformation de l’agriculture paysanne et de relance de l’entrepreneuriat agricole, tel qu’il figurait dans le document EB 2019/127/R.32, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un prêt d’un montant de seize millions sept cent quatre-vingt-dix mille dollars des États-Unis (16 790 000 USD) et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d’un montant de six millions deux cent dix mille dollars des États-Unis (6 210 000 USD), qui seront régis par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

**d) Niger: Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales face à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle**

97. Le Conseil d’administration a examiné la proposition de financement à la République du Niger pour le Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales face à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle, tel qu’il figurait dans le document EB 2019/127/R.33, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Niger un prêt d’un montant équivalant à cinquante-six millions sept cent mille euros (56 700 000 EUR) à des conditions particulièrement favorables et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette équivalant à vingt et un millions d’euros (21 000 000 EUR), qui seront régis par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

**e) Sénégal: Projet d’appui à l’insertion des jeunes ruraux agripreneurs**

98. Le Conseil d’administration a examiné la proposition de financement à la République du Sénégal pour le Projet d’appui à l’insertion des jeunes ruraux agripreneurs, tel qu’il figurait dans le document EB 2019/127/R.34/Rev.1, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Sénégal un prêt à des conditions particulièrement favorables d’un montant équivalant à approximativement cinquante et un millions neuf cent mille dollars des États-Unis (51 900 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

## e) Échos du terrain – Conversation avec des responsables de pôles

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a entendu les exposés des directeurs sous-régionaux sur les progrès réalisés sur le plan de la décentralisation, y compris les défis rencontrés et les enseignements tirés.
- La direction a informé les membres que la concertation se poursuivra à la prochaine session du Conseil avec les responsables des pôles d'autres régions, sur la base de discussions avec les coordonnateurs des Listes.

99. Les responsables de pôles basés au Caire, à Hanoi et à Yaoundé ont été invités à partager leurs expériences, leurs difficultés et les enseignements tirés. Les trois responsables des pôles ont noté que la présence de personnel dans les pays et dans les régions avait considérablement accru la visibilité et la capacité d'exécution du FIDA et amélioré son excellence opérationnelle. En outre, la décentralisation contribuait de manière positive aux efforts du FIDA en matière de réforme du système des Nations Unies grâce à une coopération et une collaboration améliorées entre les diverses institutions.
100. Ils ont également noté que l'exigence accrue de collaborer avec des partenaires, de participer à des débats, de contribuer à des initiatives et de parrainer des événements posait des problèmes. Disposant de ressources limitées en matière de personnel et de budget, les responsables des pôles ont dû faire preuve d'une grande sélectivité pour maintenir leur focalisation sur les questions les plus pertinentes pour le FIDA. Le responsable du pôle du Caire a déclaré que, à titre expérimental, le personnel des OSR se représentait mutuellement, à tour de rôle, lors de réunions communes et a indiqué que cette formule fonctionnait bien.
101. Le responsable du pôle de Hanoi a informé le Conseil que l'affectation de personnel technique, notamment de spécialistes de l'environnement et des changements climatiques, avait amélioré la capacité du pôle de réagir plus efficacement aux problèmes. Dans le cas de Yaoundé, la demande de compétences était bien supérieure à la capacité actuelle. La direction a reconnu qu'il s'agissait d'un problème crucial et s'est engagée à y remédier.
102. Les membres du Conseil d'administration se sont félicités de cette occasion de dialoguer avec les chefs des pôles et ont exprimé leur disposition à aborder les problèmes et à appuyer le personnel du FIDA dans son travail. Les échanges les ont aidés à dresser le bilan de l'expérience du FIDA en matière de décentralisation et à discerner les domaines à améliorer.

## Point 9 de l'ordre du jour – Questions financières

### a) Rapports du président du Comité d'audit

#### i) Cent cinquante-troisième réunion du Comité d'audit

#### ii) Cent cinquante-quatrième réunion du Comité d'audit

### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note du rapport verbal du président du Comité d'audit sur les cent cinquante-troisième et cent cinquante-quatrième réunions, et examiné les rapports du président, tels qu'ils figuraient dans les documents EB 2019/127/R.35 et EB 2019/127/R.36.

103. Le président du Comité d'audit a informé le Conseil des délibérations qui ont eu lieu lors des réunions et a invité les membres à consulter les rapports d'audit interne, qui étaient à leur disposition conformément au Plan d'action pour la transparence. Il a également encouragé les membres à participer en qualité d'observateurs aux

réunions du Comité d'audit, car ces réunions bénéficieraient considérablement d'une participation la plus large possible.

104. Le président a informé le Conseil que, sur la base des dispositions du paragraphe 2.7 du mandat et du règlement intérieur du Comité, le Comité pouvait faire appel à des experts afin de l'assister dans l'accomplissement de sa tâche. Ces conseils d'experts étaient non contraignants et utilisés uniquement lorsque cela était strictement nécessaire. Le processus de passation des marchés pour l'acquisition de ces compétences était en cours et devrait être finalisé d'ici à octobre 2019.
105. Le président a présenté des rapports distincts sur l'aperçu général du budget, le Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et le Cadre d'adéquation des fonds propres.

**b) Informations actualisées sur le Cadre pour la soutenabilité de la dette**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné la réforme du Cadre pour la soutenabilité de la dette, telle qu'elle figurait dans le document EB 2019/127/R.37 et son rectificatif.
- La direction poursuivrait l'examen du projet de réforme à la lumière des observations du Conseil et soumettrait une proposition révisée pour approbation en décembre 2019.
- Il était prévu de tenir, en novembre 2019, un séminaire informel sur le cadre pour la capacité de financement.

106. Le Conseil d'administration s'est félicité de la proposition de réforme du CSD, en particulier de l'option A, et a pris note des principaux problèmes ayant rendu nécessaire une réforme du mécanisme, à savoir une tendance non durable dans l'approbation de nouveaux dons, une réduction potentielle du programme de prêts et dons en raison de l'insuffisance des remboursements relatifs aux dons antérieurement accordés au titre du CSD, et le contexte difficile de la cartographie des tendances en matière de surendettement dans les pays ayant besoin d'un financement à des conditions favorables (financement concessionnel). Le but de cette réforme était de créer une relation plus prévisible entre le soutien apporté par les États membres aux pays pauvres très endettés et la capacité du FIDA à fournir des financements à ces pays de manière durable.
107. Le président du Comité d'audit a confirmé que le document avait été examiné par le Comité. Il a pris note des progrès accomplis dans la réforme et a exprimé le soutien du Comité à l'approche actuelle ainsi que son appréciation des efforts déployés par la direction pour éviter à la fois la création d'instruments juridiquement contraignants et la création de fonds fiduciaires spéciaux.
108. Dans l'ensemble, les membres ont appuyé le financement *ex ante* des futures approbations au titre du CSD et l'octroi de prêts extrêmement concessionnels aux pays classés "jaune" ayant un risque modéré de surendettement sur la base du critère de granularité, ou autrement de prêts à des conditions hautement concessionnelles, comme celles applicables aux petits États. Ils ont également souligné l'importance d'assurer la viabilité financière et la solidité des principes sous-jacents au mécanisme. Il était également important de veiller à ce que les pays classés "rouge" continuent de recevoir un financement sous forme de dons à 100%.
109. Le Conseil a souhaité obtenir des éclaircissements sur l'impact de la réforme sur les allocations par pays, et en particulier sur la formule du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP); sur la cible minimum de reconstitution des ressources,

telle que décrite dans le document; et sur l'éventuelle procédure de notation de crédit. La direction a précisé qu'aucun changement significatif dans la formule du SAFF n'était envisagé et qu'une fois allouée la part de don au titre du CSD que le FIDA pourrait maintenir, le montant restant serait alloué selon la formule du SAFF. S'agissant de la "cible minimum de reconstitution des ressources", la direction a indiqué qu'elle pourrait être renommée "niveau cible de contribution", afin de mieux refléter l'intention sous-jacente, à savoir de convenir d'un niveau de contribution qui aiderait à déterminer la part du CSD et, finalement, le niveau du programme de prêts et dons. À cette fin, la direction présenterait un cadre pour la capacité de financement à la Consultation sur FIDA12 en fournissant les interconnexions et les scénarios demandés. En ce qui concernait la notation de crédit, la direction a précisé que, si un accord sur le CSD n'était pas possible, le FIDA ne s'exposerait pas à un risque de réputation en passant par une évaluation formelle de sa note de crédit.

110. La direction a apprécié l'appui du Conseil à l'option A. Les membres ont demandé un soutien afin de pouvoir mieux expliquer la réforme dans leurs capitales respectives, et d'obtenir l'appui nécessaire à son approbation en décembre 2019.

**c) Cadre d'adéquation des fonds propres**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné le Cadre d'adéquation des fonds propres, telle qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.38. Le cadre serait révisé pour y intégrer les observations et les retours d'information reçus, et soumis au Conseil pour approbation en décembre 2019.
- Un séminaire informel sur ce thème était prévu pour le mois de novembre.

111. Le président du Comité d'audit a résumé les débats sur le Cadre d'adéquation des fonds propres, tenus lors de la cent cinquante-quatrième réunion. Le Comité a accueilli avec satisfaction la politique et son alignement sur les meilleures pratiques des institutions financières internationales.
112. La Liste A, dans une déclaration conjointe, a reconnu que la politique constituait un élément clé pour l'établissement d'un système amélioré et plus avancé de gestion des risques, qui permettrait au FIDA de mieux prévoir ses besoins en capital et de mesurer efficacement les risques financiers et non financiers.
113. La sous-Liste C1, dans une déclaration conjointe, a accueilli avec satisfaction la politique et son impact positif en matière de promotion d'une culture du risque parmi les États membres du FIDA. La Liste C1 a aussi déclaré attendre avec intérêt la période de 12 mois proposée par la direction pour examiner les résultats de la mise en œuvre de la politique.
114. Le Conseil d'administration a encouragé la direction à affiner autant que possible la méthode; calculer les charges de capital pour les risques opérationnels; à élaborer une méthode de notation interne de crédit pour calculer le risque de crédit de l'emprunteur et effectuer des tests de résistance sur un tel modèle; à prendre en compte la question des frais de risque de rehaussement de crédit découlant du traitement des créanciers privilégiés.
115. Répondant aux questions sur les liens possibles avec le SAFF, sur les tests de résistance et la manière dont ils seraient effectués, et sur la génération et la quantification d'éventuels tampons de fonds propres, la direction a confirmé que l'allocation des ressources continuerait d'être régie par le SAFF et a précisé que les tests de résistance engloberaient les événements anticycliques. Un tampon de 10% serait appliqué et la direction rendrait compte au Conseil de son utilisation, le cas échéant.



116. Les membres ont félicité le FIDA pour avoir fait avancer le Cadre d'adéquation des fonds propres et ont encouragé la direction à :
- surveiller de près la base de capital pour s'assurer qu'elle ne s'éroderait pas du fait des prévisions de prêts au secteur privé;
  - examiner la question de la fluctuation du taux de change afin d'éviter les pertes de change;
  - estimer et justifier les limites et les seuils de risque;
  - fournir plus de détails sur les chiffres présentés et sur la manière dont ils étaient comparés.
117. La direction a remercié le Conseil pour son appui et confirmé que des informations actualisées lui seraient communiquées, sur une base trimestrielle ou semestrielle.

#### **d) Cadre de contrôle interne**

##### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé le Cadre de contrôle interne et ses principes, tels qu'ils figuraient dans le document EB 2019/127/R.39, donnant ainsi à la direction les moyens de continuer à mettre en œuvre, surveiller et renforcer les contrôles internes dans l'ensemble du FIDA, en particulier à la lumière des efforts accrus de décentralisation.

118. Le président du Comité d'audit a résumé les débats sur le Cadre de contrôle interne qui ont eu lors de la cent cinquante-quatrième réunion. Le Comité a recommandé l'adoption du cadre, soulignant qu'il serait réévalué en fonction des besoins du FIDA, en tenant compte des avis exprimés par des évaluateurs externes et/ou après une évaluation des résultats obtenus dans le domaine de l'atténuation des risques.
119. Un membre a souligné la nécessité de mettre en œuvre le Cadre de contrôle interne aussi bien au siège que dans les bureaux de pays du FIDA, et a insisté sur le fait que les exemptions pour les bureaux de pays devraient être rares et strictement contrôlées. La direction a expliqué que les exemptions seraient limitées car elles seraient soumises à sept critères rigoureux. En outre, la surveillance serait accrue et les risques sous-jacents examinés avant toute autorisation d'exemption.
120. Un membre a souligné que les trois lignes de défense dans le Cadre de contrôle interne et la communication entre les trois renforceraient la confiance entre les États membres et les autres parties prenantes. À cet égard, la direction a donné au Conseil l'assurance que la communication entre les lignes de défense serait facilitée dans un esprit de bonne gouvernance et de transparence.

## Point 10 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gouvernance

### a) Conseil des gouverneurs

#### i) Projet d'ordre du jour de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs

##### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la soumission du projet d'ordre du jour provisoire pour la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.40.

#### ii) Établissement de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

##### Résultat des délibérations:

- Le Conseil a examiné le document sur l'établissement de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, et en a approuvé la soumission, avec le projet de résolution qu'il contenait, à la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs.

121. Le document contenait deux additifs, le rapport du Comité de sélection pour le président de FIDA12, et le profil du candidat préféré.
122. S'agissant du calendrier des sessions de la Consultation, un membre a demandé un changement des dates proposées en juin 2020. La direction explorerait d'autres possibilités et communiquerait aux membres la nouvelle proposition.
123. Le Conseil a aussi noté qu'une réunion de pré-Consultation pour FIDA12 était prévue le 26 novembre pour examiner l'ordre du jour. Le Conseil recevrait bientôt une invitation à cette réunion.

#### iii) Informations actualisées sur la proposition visant à instaurer un système automatique d'attribution des voix

124. Le Conseil a pris note de la mise à jour orale et des prochaines étapes, en particulier de l'information selon laquelle une deuxième réunion technique avec le Conseil serait convoquée en novembre pour la présentation du résultat de l'appel d'offres actuellement en cours, et d'une analyse des économies qui pourraient être réalisées, comme demandé à la première réunion technique au mois de juillet.

## Point 11 de l'ordre du jour – Rapports de situation

### Rapport issu de la consultation du Conseil d'administration sur la mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles

#### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note du résumé de la consultation tenue sur ce thème le 17 juillet (présenté à l'annexe I.A), et a félicité la direction pour sa campagne de sensibilisation et son approche proactive sur cette question.
- Le Conseil a également examiné le rapport, tel qu'il figurait dans le document EB 2019/127/R.42.
- La direction continuerait d'accentuer ses efforts dans ce domaine, en conduisant notamment une enquête approfondie au début de 2020.
- La direction communiquerait également au Conseil un plan d'action pour 2020.

125. La vidéo de la campagne du FIDA contre le harcèlement sexuel, et l'exploitation et les atteintes sexuelles, filmée en juin 2019, a été visionnée par le Conseil d'administration. Le Conseil a été informé que la vidéo avait été publiée sur le site Web du FIDA.
126. Dans une déclaration commune, la Liste A a encouragé la direction à inviter une partie externe à procéder à une étude approfondie de la culture sur le lieu de travail et du contexte déontologique au FIDA, qui s'intéresserait à toutes les formes d'abus, de harcèlement et de discrimination. La direction a informé le Conseil qu'un sondage mondial du personnel avait été réalisé en 2018 et comprenait des questions sur l'éthique, le harcèlement, l'exploitation et les atteintes sexuelles. Dans le cadre de la collaboration entre les OSR, et sur proposition du Conseil, la direction donnerait suite à l'enquête récemment réalisée par le PAM.
127. En réponse aux questions soulevées, la direction a apporté les informations suivantes:
- Le Bureau de la déontologie était responsable des sessions obligatoires de formation et de sensibilisation; le suivi de la formation était permanent, de même que les sessions de rappel.
  - Afin de faire face aux problèmes liés à la décentralisation, le Bureau de la déontologie et la Division des technologies de l'information et des communications collaboraient à la création d'un outil destiné aux responsables de la communauté FIDA pour l'exploitation et les atteintes sexuelles, dans diverses régions où intervenait le FIDA, qui leur permettrait de communiquer de manière confidentielle.
  - Le Bureau de la déontologie et le Département de la gestion des programmes collaboraient à la mise en place d'une formation du personnel de projet en matière de passation des marchés liés aux projets. Les éléments harcèlement sexuel/exploitation et atteintes sexuelles étaient inclus dans les autodéclarations et les dossiers d'appel d'offres.
  - Le FIDA a également entrepris le processus d'adhésion au projet de base de données commune des Nations Unies, ClearCheck, comme le prévoyait le Plan d'action.
  - L'analyse PESEC relative aux COSOP couvrait tant la violence harcèlement sexuel/exploitation et atteintes sexuelles que la violence fondée sur le genre.

Il était procédé à un examen du respect des PESEC pour les projets en phase de conception.

128. La direction communiquerait au Conseil, puis au Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, un plan d'action pour 2020. Les meilleures pratiques d'autres institutions des Nations Unies et d'institutions financières internationales seraient intégrées à ce plan d'action.

## **Point 12 de l'ordre du jour – Questions diverses**

### **a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA**

129. Le Conseil d'administration a élu Rajender Bommakanti (Inde, Liste C) comme membre, et Satu Lassila (Finlande, Liste A) et Mohammed Al-Ghamdi (Royaume d'Arabie saoudite, Liste B) comme membres suppléants pour représenter le Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA, pour un mandat de trois ans expirant le 30 septembre 2022.

### **b) Demande de statut d'observateur**

#### **Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé la recommandation visant à autoriser l'Organisation mondiale de la santé animale à assister aux sessions du Conseil des gouverneurs en qualité d'observateur. La proposition répondait aux critères énoncés aux paragraphes 8 et 9 du document EB 87/31/R.57.

### **c) Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Bill and Melinda Gates Foundation**

130. Le Conseil d'administration a approuvé la proposition visant à autoriser le Président du FIDA à négocier et à conclure, avec la Bill and Melinda Gates Foundation, un accord concernant des fonds supplémentaires destinés à appuyer l'action menée par le FIDA pour promouvoir un développement rural inclusif et durable, tel que figurant dans le document EB 2019/127/R.45.

### **d) Acceptation de fonds supplémentaires proposés par le Gouvernement australien**

131. Le Conseil d'administration a approuvé l'acceptation de fonds supplémentaires du Gouvernement australien à hauteur de 200 000 AUD, figurant dans le document EB 2019/127/R.46, et a autorisé le Président à négocier et à conclure un protocole d'accord entre le FIDA et le Gouvernement australien conforme en substance aux dispositions figurant en annexe du document.

## e) Brève déclaration du Brésil, pour information

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil a pris note d'une déclaration du représentant du Brésil proposant – pour examen à une prochaine session – que le FIDA soit autorisé: i) à accorder directement des prêts aux gouvernements infranationaux; ii) à accorder directement des prêts aux banques nationales de développement pour stimuler la demande de prêts et renforcer l'appropriation par le pays des opérations du FIDA au Brésil et éventuellement dans d'autres pays.
- Les membres ont apprécié les propositions mais ont indiqué qu'ils devaient consulter leurs capitales sur cette question. Les membres ont accepté la proposition de la direction de soumettre un document de travail à la première session de 2020. La direction a été invitée à y inclure des informations sur les pratiques d'autres institutions financières internationales, l'impact potentiel sur la note de crédit, et les conséquences pour les États membres n'ayant pas de note de crédit.

132. Le représentant du Brésil a déclaré que les débats qui avaient eu lieu durant la session avaient déjà démontré la nécessité d'aller au-delà du maintien des conditions actuelles et d'envisager un élargissement de la portée du financement du FIDA.
133. Se référant aux propositions de son pays, le représentant a souligné que, bien que formulées ensemble, les deux propositions devraient être examinées indépendamment l'une de l'autre. Premièrement, les liens entre le FIDA et les administrations infranationales pourraient stimuler la demande et renforcer leur appropriation des projets. Deuxièmement, en ce qui concernait les banques nationales de développement, le Brésil y voyait un moyen de renforcer le cofinancement, de démultiplier les ressources du FIDA et d'accroître les efforts conjoints avec d'autres institutions financières, ce qui aurait pour résultat des opérations plus solides et ayant un plus fort impact.

### Clôture de la session

134. Avant de prononcer ses remarques de clôture, le Président a fait ses adieux au représentant de l'Italie au Conseil d'administration et président du Comité d'audit, Alberto Cogliati, et à la Vice-Présidente du FIDA, Cornelia Richter, qui assistaient pour la dernière fois à une session du Conseil. Tous les membres du Conseil se sont fait l'écho des paroles hautement appréciatives du Président et de ses meilleurs vœux pour leurs projets futurs.
135. Le Président a remercié le Conseil pour la session très productive, qui a couvert des questions importantes et de fond, et le personnel en général pour son travail acharné et son engagement. Le discours de clôture du Président serait prochainement publié sur la plateforme interactive réservée aux États membres sous la cote EB 2019/127/INF.9.

**NOTE:** Durant la session, le Conseil a instauré, à titre expérimental, une durée limite de cinq minutes pour les interventions.

## **A. Consultation sur la mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles**

1. Le 17 juillet 2019, des informations actualisées ont été communiquées à propos de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les membres ont remercié la direction pour les efforts déployés à cet égard et exprimé leur appui aux mesures adoptées pour promouvoir la politique de tolérance zéro du FIDA.
2. Depuis la publication par le FIDA, en 2018, de sa Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, plus de 1 000 membres du personnel et partenaires ont bénéficié d'une sensibilisation au harcèlement sexuel et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. Des efforts de prévention étaient déjà en cours et, en juin, le FIDA a lancé une campagne harcèlement sexuel/exploitation et atteintes sexuelles intitulée "Parlez, signalez, réagissez", sous la direction du Bureau de la déontologie et en collaboration avec d'autres divisions et unités. La vidéo de la campagne – à laquelle ont participé le Président, la Vice-Présidente et des membres du personnel – a été présentée à la consultation.
3. Des informations ont été communiquées sur la participation du FIDA aux efforts de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles menés par les Nations Unies. Ces informations comprenaient des mises à jour périodiques à l'intention du Bureau du Coordonnateur spécial sur l'amélioration de la réponse des Nations Unies à l'exploitation et aux atteintes sexuelles; la participation à l'équipe spéciale du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le harcèlement sexuel et au groupe de travail du Comité permanent interorganisations sur l'amélioration de la responsabilisation et de l'inclusion; la collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome.
4. Le Conseil a pris note des mesures prises pour intégrer les évaluations des risques liés au harcèlement sexuel et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles dans les opérations du FIDA, ainsi que des activités de sensibilisation en la matière en cours sur le terrain, telles que la mise en place de responsables du FIDA pour l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les bureaux de pays et les pôles régionaux. Des responsables ont été désignés et formés par le Bureau de la déontologie pour faciliter l'établissement de rapports et, en consultation avec le Bureau, assurer la liaison avec d'autres organismes des Nations Unies sur le terrain concernant des initiatives liées à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.
5. Conformément à son engagement de rendre compte au Conseil d'administration de toutes les allégations en matière de harcèlement sexuel/exploitation et atteintes sexuelles, la direction a informé les membres que depuis les informations actualisées présentées à la session de mai, une allégation anonyme de harcèlement sexuel impliquant des parties externes a été reçue et clôturée, tandis que dans le cas d'une autre allégation du même type, le gouvernement concerné a été notifié et a agi en conséquence.
6. D'autres allégations de harcèlement sexuel ont été reçues et font actuellement l'objet d'une enquête. Ayant pour but de promouvoir une culture de responsabilité, les États membres ont encouragé la direction à continuer de surveiller les efforts de prévention et d'intervention, notamment par des enquêtes supplémentaires en matière de harcèlement sexuel/exploitation et atteintes sexuelles et sur toute autre forme de harcèlement, de discrimination ou d'abus de pouvoir.

## **B. Résumé du rapport verbal sur les conclusions des consultations relatives aux programmes d'options stratégiques pour le pays et sur les évaluations connexes de la stratégie et du programme de pays**

7. Les consultations sur les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ont eu lieu les 9 et 17 juillet 2019. Ces consultations avaient pour objectif d'offrir aux membres l'occasion d'échanges plus riches et plus approfondis que ne le permettaient les sessions ordinaires du Conseil, et de libérer du temps, lors des sessions ordinaires, pour aborder des questions stratégiques de niveau supérieur.
8. Au total, quatre COSOP ont été examinés, pour le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Tadjikistan et le Viet Nam. La préparation des deux premiers – Cameroun et République démocratique du Congo – avait bénéficié des informations provenant des évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) conduites par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE). Pour ces deux COSOP, le point de l'ordre du jour a été ouvert par quelques observations du Directeur d'IOE, et par une présentation PowerPoint, par la division régionale, des points essentiels du COSOP. Pour les deux autres COSOP, le débat a été précédé d'une brève présentation orale du Directeur régional.
9. La première session a été suivie par 14 membres du Conseil d'administration et trois personnes n'en faisant pas partie, et la seconde par 13 membres du Conseil d'administration et cinq personnes n'en faisant pas partie. Des représentants des Gouvernements du Cameroun, de la République démocratique du Congo, du Tadjikistan et du Viet Nam étaient présents, et chacun a été invité à faire part de ses réflexions à la fin de la discussion sur le COSOP pour son pays.
10. Les membres ont émis des avis globalement positifs à propos des COSOP et ont apprécié le fait que ceux qui étaient accompagnés d'une ESPP aient cherché à intégrer les recommandations, ce qui a amélioré la qualité du document. Les membres ont félicité les équipes de pays pour le processus de consultation auquel avaient participé le gouvernement et les partenaires de développement et qui avait sous-tendu la conception des COSOP. Ils ont également salué l'alignement des COSOP sur les priorités nationales et l'accent mis sur les réseaux de donateurs, notamment dans le cadre du processus de réforme des Nations Unies.
11. Des préoccupations ont été exprimées à propos du temps restreint disponible pour examiner les COSOP de la République démocratique du Congo et du Tadjikistan avant la consultation, en raison de leur affichage tardif. C'était la raison pour laquelle certains membres avaient estimé ne pas être en mesure de formuler des observations sur les programmes et s'étaient réservé le droit de le faire à la session ordinaire du Conseil. La direction s'est excusée et s'est engagée à rectifier ce problème à l'avenir.
12. Pour le COSOP du Cameroun, un certain nombre de membres ont fait référence à l'importance croissante des échanges nationaux et régionaux de produits alimentaires et agricoles et au rôle qu'une infrastructure améliorée pouvait jouer pour faciliter ces échanges et créer des emplois. L'accent mis sur la résilience et sur les personnes handicapées a été apprécié. En réponse à des questions, le FIDA a fourni des éclaircissements sur les stratégies en place pour prévenir le travail des enfants.
13. Pour la République démocratique du Congo, l'accent mis sur un renforcement de la participation et de la responsabilisation des citoyens a été apprécié. L'équipe de pays a été invitée à approfondir l'analyse du contexte de la pauvreté et de la fragilité pour la conception des futurs projets. Les membres ont noté la nécessité d'éviter une expansion excessive des zones du projet en raison des coûts de transport élevés qui en découlaient.

14. Pour le Viet Nam, l'accent mis par le FIDA sur les filières inclusives et tenant compte des enjeux nutritionnels a été considéré comme un moyen important de tirer parti des possibilités économiques offertes aux ruraux pauvres. Les membres ont noté que les défis posés par les changements climatiques dans le delta du Mékong exigeaient une attention particulière et qu'il fallait renforcer la gestion durable des forêts et la nutrition pour assurer la bonne intégration des groupes de minorités ethniques.
15. S'agissant du COSOP pour le Tadjikistan<sup>1</sup>, les membres ont félicité l'équipe de pays pour l'approche adoptée en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes et ont suggéré que les enseignements tirés soient partagés avec les autres équipes de pays. Les membres ont également exprimé leur ferme soutien aux approches de développement à assise communautaire pour favoriser l'appropriation et la durabilité et, finalement, parvenir à la réduction de la pauvreté.
16. Deux points généraux ont été soulevés au cours des débats. Le premier, déjà abordé lors des consultations du mois de mars sur les COSOP, concernait la focalisation et le ciblage géographiques. Les membres du Conseil ont souhaité avoir l'assurance que le FIDA ciblerait les zones connaissant les plus hauts niveaux de pauvreté rurale et que les opérations dans les pays ne seraient pas trop dispersées sur le plan géographique.
17. Le second point concernait le ciblage et les thèmes à transversaliser, en particulier la jeunesse et l'égalité des sexes. Les membres ont souligné l'importance de créer, pour les jeunes, des possibilités d'emploi viables, adaptés à leurs divers contextes et à leurs antécédents personnels. En ce qui concernait la question du genre, il était nécessaire de s'attaquer plus directement aux barrières culturelles limitant les chances des femmes et de prendre en compte les préoccupations des femmes appartenant à des groupes marginalisés ou à des minorités ethniques.

---

<sup>1</sup> Ce COSOP n'a par la suite pas été présenté au Conseil, pour permettre au Gouvernement du Tadjikistan de prendre en compte les observations reçues.





Investing in rural people  
Investir dans les populations rurales  
Invertir en la población rural  
الاستثمار في السكان الريفيين

المندوبون الذين حضروا الدورة السابعة والعشرين بعد المائة للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 127<sup>th</sup> session of the Executive Board**

**Délégations à la cent vingt-septième session du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 127<sup>o</sup> período de sesiones de la Junta Ejecutiva**

Executive Board – 127<sup>th</sup> Session  
Rome, 10-12 September 2019

**ALGERIA**

Ali TERRAK  
Chef de l'Inspection Générale  
des finances  
Ministère des finances de  
la République algérienne  
démocratique et populaire  
Alger

Lamia BEN REDOUANE  
Ambassade de la République  
algérienne démocratique  
et populaire  
Rome

**ANGOLA**

Carlos Alberto AMARAL  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Dulce GOMES  
Ministre Conseiller  
Ambassade de la République  
d'Angola  
Rome

Ângelo DO ROSÁRIO RAFAEL  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

**ARGENTINA**

María Cristina BOLDORINI  
Embajadora  
Representante Permanente  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT  
Secretario  
Representante Permanente Alternativo  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

**BELGIUM**

Frank CARRUET  
Ambassadeur  
Représentant permanent de la Belgique  
auprès du FIDA  
Rome

Nathalie CASSIERS  
Ministre plénipotentiaire  
Représentant permanent adjointe de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

Virginie KNECHT  
Attachée  
Représentation permanente de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies à Rome  
Rome

**BRAZIL**

Eduardo ROLIM  
General Coordinator of Relations  
with International Organizations  
Secretariat of International Affairs  
Ministry of Economy  
of the Federative Republic of Brazil  
Brasília

Rodrigo ESTRELA DE CARVALHO  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Federative Republic of Brazil  
to IFAD  
Rome

**CAMEROON**

Médi MOUNGUI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Cameroun  
auprès du FIDA  
Rome

**CANADA**

Gloria WISEMAN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
in Rome  
Rome

**CHINA**

LIU Weihua  
Deputy Director-General  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Beijing

SHI Jiaoqun  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

HAN Dongmei  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

LYU Yi  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

LIU Fang  
Director  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Ministry of Finance of the  
People's Republic of China  
Beijing

CHEN Lijuan  
Senior Officer  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Beijing

**DENMARK**

Jette MICHELSEN  
Minister Counsellor  
The Royal Danish Embassy  
Rome

Victor Andreas FERRETTI  
Intern  
The Royal Danish Embassy  
Rome

**DOMINICAN REPUBLIC**

Julia VICIOSO VARELAS  
Ministra Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Patricia RODRÍGUEZ  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Liudmila KUZMICHEVA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Diana INFANTE QUIÑONES  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

María Cristina LAUREANO PEÑA  
Primera Secretaria  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

**EGYPT**

Hisham Mohamed BADR  
Ambassador of the  
Arab Republic of Egypt  
to Italy  
Rome

Mohammed BORHAN  
First Secretary  
Embassy of the Arab  
Republic of Egypt  
Rome

**FINLAND**

Satu LASSILA  
Minister Counsellor  
Permanent Representative  
of the Republic of Finland to the  
United Nations Food and Agriculture  
Agencies in Rome  
Rome

Marko BERGLUND  
Deputy Director  
Unit for Development Finance  
and Private Sector Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
of the Republic of Finland  
Helsinki

Sanna LUOMANPERÄ  
Adviser  
Embassy of the  
Republic of Finland  
Rome

**FRANCE**

Delphine BORIONE  
Ambassadrice  
Représentante permanente  
de la République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Laura TORREBRUNO  
Conseiller économique  
Ambassade de France  
Rome

**FRANCE (cont'd)**

Jérôme AUDIN  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République française auprès  
de l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Andrea LOTH  
Conseillère  
Représentation permanente de la  
République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

**GERMANY**

Annette SEIDEL  
Minister  
Alternate Permanent Representative of  
the Federal Republic of Germany to the  
International Organizations in Rome  
Rome

**GREECE**

Christina ARGIROPOULOU  
First Secretary  
Economic and Commercial Affairs  
Deputy Permanent Representative  
of the Hellenic Republic to IFAD  
Rome

**INDIA**

Rajender BOMMAKANTI  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of India to IFAD  
Rome

**INDONESIA**

Jehezkiel Stephanus George LANTU  
Minister  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Gustaf Daud SIRAIT  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Ade CANDRADIJAYA  
Head  
Foreign Affairs Bureau  
Ministry for Agriculture  
Jakarta

Hapsari Sri SUSANTI  
Staff of International  
Cooperation Center  
Ministry of Agriculture of  
the Republic of Indonesia  
Jakarta

Ida Ayu RATIH  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Farakka SARI  
Staff  
Director General  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Mulyadi HENDIAWAN  
Director  
Agriculture, Infrastructure and Facilities  
Jakarta

Seta AGUSTINA  
Deputy Director for Multilateral Bureau  
for International Cooperation  
Rome



**ITALY**

Alberto COGLIATI  
Director  
International Relations Directorate  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
of the Italian Republic  
Rome

Alessandro CASCINO  
Director  
Ministry of Economy and Finance  
of the Italian Republic  
Rome

Adriana APOLLONIO  
First Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

Uliana NAVARRA  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

Giorgia GIANNETTI  
Intern  
Permanent Representation of the  
Italian Republic to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
in Rome  
Rome

**JAPAN**

Toru HISAZOME  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Masayuki ODA  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of Japan to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**KENYA**

Teresa TUMWET  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

June RUTO  
Embassy of the Republic  
of Kenya  
Rome

**KUWAIT**

Yousef Ghazi AL-BADER  
Regional Manager for Central  
Asian and European Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

**MEXICO**

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

**NETHERLANDS**

Hans HOOGEVEEN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

Eric HILBERINK  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture in Rome  
Rome

Lisa TEULINGS  
Intern  
Permanent Representation of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture

**NETHERLANDS (cont'd)**

Marilique NIJMEIJER  
Intern  
Permanent Representation of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture

**NIGERIA**

Yaya O. OLANIRAN  
Minister  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Nigeria  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**NORWAY**

Aslak BRUN  
Ambassador  
Permanent Representative-designate of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Gunnvor BERGE  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Ida Morén STRØMSØ  
Intern  
Permanent Mission of Norway to the  
United Nations Agencies in Rome  
Rome

**PAKISTAN**

Tanveer AHMED  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**QATAR**

Akeel HATOOR  
Adviser  
Embassy of the State  
of Qatar  
Rome

Ahmad Mohammed ALSHEBANI  
Counsellor  
Embassy of the State  
of Qatar  
Rome

**REPUBLIC OF KOREA**

KANG Hyo Joo  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of Korea to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**SAUDI ARABIA**

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

Mansour Mubarak S. AL ADI  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

**SPAIN**

Rafael OSORIO DE REBELLÓN VILLAR  
Primer Secretario  
Embajada de España  
Roma

Miriam Matias BELOW  
Asistente Técnico  
Representación Permanente de España  
ante la F.A.O. y el P.M.A.  
Roma

**SPAIN (cont'd)**

Berenice ARESO YEBRA  
Asistente Técnico  
Representación Permanente de España  
ante la F.A.O. y el P.M.A.  
Roma

**SWEDEN**

Victoria JACOBSSON  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Sweden to IFAD  
Rome

Clara AXBLAD  
Programme and Policy Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

Lucas LINDFORS  
Programme and Policy Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

**SWITZERLAND**

Carmen THÖNNISSEN  
Directrice adjointe  
Division Programme global  
Sécurité alimentaire  
Direction du développement  
et de la coopération (DDC)  
Département fédéral des affaires étrangères  
de la Confédération suisse  
Berne

**UNITED ARAB EMIRATES**

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Deputy Director  
International Financial Relations Department  
Ministry of Finance of the  
United Arab Emirates  
Abu Dhabi

**UNITED KINGDOM**

Marie-Therese SARCH  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

Elizabeth NASSKAU  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies in Rome  
Rome

**UNITED STATES**

Elizabeth LIEN  
Director  
Office of International Development Policy  
Department of the Treasury of  
the United States of America  
Washington, D.C.

Nirupama PRADHAN  
International Economist  
Office of International Development Policy  
Department of the Treasury of  
the United States of America  
Washington, D.C.

Zachary BLACKBURN  
Foreign Affairs Officer  
Office of Agricultural Policy  
Bureau of Economic and Business Affairs  
Department of State of the  
United States of America  
Washington, D.C.

Vito SU  
Foreign Affairs Officer  
Office of Agricultural Policy  
Bureau of Economic and Business Affairs  
Department of State of the  
United States of America  
Washington, D.C.

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)**

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas en Roma  
Roma

Porfirio PESTANA DE BARROS  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alternativo de la  
República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas en Roma  
Roma

## المراقبون

### **OBSERVERS OBSERVATEURS OBSERVADORES**

#### **EUROPEAN UNION (EU)**

Jan TOMBIŃSKI  
Ambassadeur  
Représentant permanent de l'Union  
européenne  
auprès du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte  
et les organisations des Nations Unies  
à Rome  
Rome

Renate HAHLN  
Ministre Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
de l'Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte  
et les organisations des Nations Unies  
à Rome  
Rome

#### **WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)**

Neal PRONESTI  
External Partnership Consultant  
Rome-based Agencies and Committee  
on World Food Security (CFS) Division  
World Food Programme (WFP)  
Rome



المداولات الخاصة لبرامج الفرص الاستراتيجية القطرية  
COSOP DELIBERATIONS<sup>2</sup>  
DÉLIBÉRATIONS RELATIVES AUX COSOP  
DELIBERACIONES SOBRE LOS COSOP

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO**

Fidèle SAMBASSI KHAKESSA  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République démocratique  
du Congo auprès du FIDA  
Rome

**VIET NAM**

NGUYEN Thi Bich Hue  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Socialist Republic of Viet Nam  
to IFAD  
Rome

DO Hai Long  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative of  
the Socialist Republic of Viet Nam to IFAD  
of the Socialist Republic of Viet Nam  
Rome

---

<sup>2</sup> Pursuant to document EB 2002/77/R.12: Procedure for the Review of Country Strategic Opportunities Papers (COSOPS) by the Executive Board. Paragraph 15 (2) Process.

**المراقبون الصامتون الذين تابعوا الدورة من قاعة الاستماع**  
**SILENT OBSERVERS IN THE SALLE D'ÉCOUTE<sup>3</sup>**  
**OBSERVATEURS SANS DROIT DE PAROLE DANS LA SALLE D'ÉCOUTE**  
**OBSERVADORES SIN DERECHO A INTERVENIR EN LA SALA DE ESCUCHA**

**BANGLADESH**

Manash MITRA  
Economic Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of Bangladesh  
to IFAD  
Rome

**CABO VERDE**

Elsa Barbosa SIMÕES  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe de  
la République de Cabo Verde auprès  
des organisations spécialisées  
des Nations Unies à Rome  
Rome

**CYPRUS**

Marios GEORGIADES  
Agricultural Attaché  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Cyprus to the  
United Nations Food and Agriculture  
Agencies in Rome  
Rome

**HUNGARY**

Zoltán KÁLMÁN  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative  
of Hungary to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
in Rome  
Rome

Kata BALATON  
Intern  
Rome

---

<sup>3</sup> Pursuant to document EB 2010/101/INF.4/Rev.1: Silent observers at Executive Board Proceedings. Paragraph 2 (b).

**IRELAND**

Paul James KIERNAN  
First Secretary (Agriculture)  
Deputy Permanent Representative  
of Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
in Rome  
Rome

**MALI**

Halimatou KONE TRAORE  
Deuxième conseillère (agriculture)  
Représentante permanente adjointe  
de la République du Mali  
auprès du FIDA  
Rome

**ROMANIA**

Vlad MUSTACIOSU  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la Roumanie auprès du FIDA  
Rome

مراقب صامت للمناقشات الإقليمية  
**SILENT OBSERVER FOR REGIONAL DISCUSSIONS**  
**OBSERVATEUR SANS DROIT DE PAROLE LORS DES DÉBATS RÉGIONAUX**  
**OBSERVADORES DE LOS DEBATES REGIONALES**

**LIBERIA**

A. Haruna-Rashid KROMAH  
Second Secretary and Vice Consul  
Chargé d'affaires, a.i.  
Embassy of the Republic  
of Liberia  
Rome

**المراقبون الصامتون من الدول غير الأعضاء**  
**SILENT OBSERVERS OF NON-MEMBER STATES**  
**OBSERVATEURS SANS DROIT DE PAROLE (ÉTATS NON MEMBRES)**  
**OBSERVADORES DE ESTADOS NO MIEMBROS**

**POLAND**

Michal MICHOROWSKI  
Second Secretary  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Poland to FAO  
Rome

## Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-septième session

<i>Numéro de document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
EB 2019/127/R.1/Rev.2	2	Ordre du jour provisoire
EB 2019/127/R.1/Rev.1/Add.1/Rev.2	2	Programme de travail de la session
EB 2019/127/R.2	3 a) i)	Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2020, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2020 et du plan indicatif pour 2021-2022 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
EB 2019/127/R.3+Add.1+Add.2	3 a) ii)	Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024
EB 2019/127/R.4+Add.1	3 a) iii)	Cadre de partenariat du FIDA
EB 2019/127/R.5+Add.1+Add.2	3 b)	Évaluation de l'impact pour FIDA 10: rapport final
EB 2019/127/R.6	3 c)	Directives opérationnelles révisées relatives au ciblage
EB 2019/127/R.7	4 b)	Tableau de bord des risques du FIDA: rapport de situation
EB 2019/127/R.8	5 a) i)	Procès-verbal de la cent cinquième session du Comité de l'évaluation
EB 2019/127/R.9	5 a) ii)	Procès-verbal de la cent sixième session du Comité de l'évaluation
EB 2019/127/R.10	5 b)	Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres
EB 2019/127/R.11	5 c) i)	<b>Cameroun:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2019/127/R.12	5 c) ii)	<b>République démocratique du Congo:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2019/127/R.13+Add.1+Add.2	5 d)	Rapport de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA
EB 2019/127/R.14+Add.1	5 e)	Rapport annuel 2019 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)
EB 2019/127/R.15 + Add.1	6	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)
EB 2019/127/R.16 + Add.1	7	Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)
EB 2019/127/R.17	8 a)	Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes
EB 2019/127/R.18	8 b) i)	<b>Viet Nam:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2019/127/R.20 + Add.1	8 b) iii) a)	<b>Cameroun:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2019/127/R.21/Rev.1	8 b) iii) b)	<b>République démocratique du Congo:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2019/127/R.22	8 c)	Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration en 2019
EB 2019/127/R.23	8 d) i) a)	<b>Bangladesh:</b> Projet de transformation des entreprises rurales
EB 2019/127/R.24	8 d) i) b)	<b>Cambodge:</b> Projet relatif aux actifs durables en faveur des marchés agricoles, des entreprises et du commerce

EB 2019/127/R.27	8 d) ii) a)	<b>Angola:</b> Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs
EB 2019/127/R.28	8 d) ii) b)	<b>Éthiopie:</b> Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres
EB 2019/127/R.29/Rev.1	8 d) ii) c)	<b>Mozambique:</b> Projet de promotion de l'aquaculture artisanale
EB 2019/127/R.30/Rev.1	8 d) iii)	<b>Soudan:</b> Programme relatif à la viabilité des ressources naturelles et des moyens d'existence
EB 2019/127/R.31/Rev.1	8 d) iv) a)	<b>Burkina Faso:</b> Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun
EB 2019/127/R.32	8 d) iv) c)	<b>Libéria:</b> Projet de transformation de l'agriculture paysanne et de relance de l'entrepreneuriat agricole
EB 2019/127/R.33/Rev.1	8 d) iv) d)	<b>Niger:</b> Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
EB 2019/127/R.34/Rev.1	8 d) iv) e)	<b>Sénégal:</b> Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs ( <i>Agri-jeunes Tekki Ndawfii</i> )
EB 2019/127/R.48	8 d) iv) b)	<b>Cameroun:</b> Mémoire du Président – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Prorogation du délai pour la signature de l'avenant à l'accord de financement
EB 2019/127/R.35	9 a) i)	Rapport du président sur la cent cinquante-troisième réunion du Comité d'audit
EB 2019/127/R.36	9 a) ii)	Rapport du président sur la cent cinquante-quatrième réunion du Comité d'audit
EB 2019/127/R.37/Rev.1	9 b)	Informations actualisées sur le Cadre pour la soutenabilité de la dette
EB 2019/127/R.38/Rev.1	9 c)	Politique d'adéquation des fonds propres
EB 2019/127/R.39	9 d)	Cadre de contrôle interne
EB 2019/127/R.40	10 a) i)	Projet d'ordre du jour de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs
EB 2019/127/R.41/Rev.1	10 a) ii)	Mise en place de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2019/127/R.42	11	Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles
EB 2019/127/R.43	12 a)	Élection de représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
EB 2019/127/R.44	12 b)	Invitation d'observateurs aux sessions du Conseil des gouverneurs: Organisation mondiale de la santé animale
EB 2019/127/R.45	12 c)	Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Bill and Melinda Gates Foundation
EB 2019/127/R.46	12 d)	Acceptation de fonds supplémentaires proposés par le Gouvernement australien
EB 2019/127/R.47	13	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier semestre 2019

**Principe d'adaptation à l'objectif fixé**

2019 FFP5	Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
2019 FFP6	Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
2019 FFP7	Rapport sur les activités prévues aux niveaux mondial, régional et national

**Notes**

EB 2019/127/INF.1	Dispositions pratiques pour la cent vingt-septième session du Conseil d'administration
EB 2019/127/INF.2	Résultats du vote par correspondance du Conseil d'administration concernant la proposition d'un mémorandum d'accord avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
EB 2019/127/INF.3	Taux d'intérêt du FIDA applicables aux deuxième et troisième trimestres 2019
EB 2019/127/INF.4	Vue d'ensemble des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2018
EB 2019/127/INF.5	Compte rendu des cinquièmes journées de réflexion du Conseil d'administration du FIDA
EB 2019/127/INF.6	Mémorandum d'accord avec le Korea Rural Economic Institute
EB 2019/127/INF.7	Mémorandum d'accord avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures



Cote du document:	<u>EB 2019/127/R.1/Rev.3</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>10 septembre 2019</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**

Investir dans les populations rurales

## Ordre du jour

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

Responsable des questions techniques et de la transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session  
Rome, 10-12 septembre 2019

---

## Ordre du jour

### I. Points de l'ordre du jour

1. **Ouverture de la session**
2. **Adoption de l'ordre du jour [A]**
3. **Questions institutionnelles**
  - a) Politiques et stratégies
    - i) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2020, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2020, et plan indicatif pour 2021-2022 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E]
    - ii) Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024 [A]
    - iii) Cadre de partenariat du FIDA [E]
  - b) Évaluation de l'impact pour FIDA10: rapport final [E]
  - c) Directives opérationnelles du FIDA relatives au ciblage telles que révisées [A]
  - d) Informations actualisées sur la proposition de création d'un Conseil des jeunes reconnu par le FIDA [I]
4. **Gestion du risque institutionnel [E]**
  - a) Informations actualisées sur la gestion du risque institutionnel et la feuille de route/plan de séquençement
  - b) Tableau de bord des risques du FIDA: Rapport de situation
5. **Évaluation**
  - a) Rapports du président du Comité de l'évaluation [I]
    - i) Cent cinquième session du Comité de l'évaluation
    - ii) Cent sixième session du Comité de l'évaluation
  - b) Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres [E]
  - c) Évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]
    - i) Cameroun
    - ii) République démocratique du Congo
  - d) Rapport de l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [E]
  - e) Rapport annuel 2019 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) [E]
6. **Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) [E]**
7. **Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) [E]**

## 8. Questions opérationnelles

- a) Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes **[E]**
- b) Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) **[E]**  
Rapport issu de la consultation du Conseil d'administration concernant les COSOP ci-après:
  - i) Asie et Pacifique  
Viet Nam
  - ii) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
Tadjikistan
  - iii) Afrique de l'Ouest et du Centre
    - a) Cameroun
    - b) République démocratique du Congo
- c) Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration en 2019 **[I]**
- d) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration **[A]**
  - i) Asie et Pacifique
    - a) Bangladesh: Projet de transformation des entreprises rurales
    - b) Cambodge: Projet relatif aux actifs durables en faveur des marchés agricoles, des entreprises et du commerce
  - ii) Afrique orientale et australe
    - a) Angola: Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs
    - b) Éthiopie: Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres
    - c) Mozambique: Projet de promotion de l'aquaculture artisanale
  - iii) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
Soudan: Programme relatif à la viabilité des ressources naturelles et des moyens d'existence
  - iv) Afrique de l'Ouest et du Centre
    - a) Burkina Faso: Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun
    - b) Cameroun: Mémoire du Président – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) – Prorogation du délai pour la signature de l'avenant à l'accord de financement
    - c) Libéria: Projet de transformation de l'agriculture paysanne et de relance de l'entrepreneuriat agricole
    - d) Niger: Projet de renforcement de la résilience des communautés rurales face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
    - e) Sénégal: Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (*Agri-jeunes Tekki Ndawñi*)

- e) Échos du terrain – Conversation avec des responsables de pôle **[I]**

## 9. Questions financières

- a) Rapports du président du Comité d'audit **[E]**
  - i) Cent cinquante-troisième réunion du Comité d'audit
  - ii) Cent cinquante-quatrième réunion du Comité d'audit
- b) Informations actualisées sur le Cadre pour la soutenabilité de la dette **[E]**
- c) Cadre d'adéquation des fonds propres **[E] [DIFFUSION RESTREINTE]**
- d) Cadre de contrôle interne **[A]**

## 10. Questions relatives à la gouvernance

- a) Conseil des gouverneurs **[A]**
  - i) Projet d'ordre du jour de la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs **[A]**
  - ii) Mise en place de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA **[A]**
  - iii) Informations actualisées sur la proposition visant à instaurer un système automatique d'attribution des voix **[I]**

## 11. Rapports de situation **[E]**

Rapport issu de la consultation du Conseil d'administration sur la mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles

## 12. Questions diverses

- a) Élection de représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA **[A]**
- b) Demande de statut d'observateur **[A]**
- c) Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Bill and Melinda Gates Foundation **[A]**
- d) Acceptation de fonds supplémentaires proposés par le Gouvernement australien **[A]**
- e) Brève déclaration du Brésil, pour information **[I]**

## II. Document présenté pour information **[I]**

- 13. Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour les premier et deuxième trimestres 2019

## III. Notes

- i) Vue d'ensemble des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2018
- ii) Compte rendu des cinquièmes journées de réflexion du Conseil d'administration du FIDA
- iii) Taux d'intérêt du FIDA applicables aux deuxième et troisième trimestres 2019
- iv) Résultats du vote par correspondance du Conseil d'administration concernant la proposition d'un mémorandum d'accord avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

- v) Mémoire d'accord avec le Korea Rural Economic Institute
- vi) Mémoire d'accord avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

- **Informations données dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé**

Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service

Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA

Rapport sur les activités prévues aux niveaux mondial, régional et national

Liste des rapports d'audit interne<sup>4,5</sup>

---

<sup>4</sup> Aux termes de la révision de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA (EB 2018/123/R.21/Rev.1), paragraphe 4.1 e) note de bas de page 3: "Les membres du Comité d'audit et les représentants au Conseil d'administration sont informés, avant les réunions du Comité d'audit, des rapports d'audit interne récemment publiés."

<sup>5</sup> Disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sur la page consacrée à la cent cinquante-quatrième réunion du Comité d'audit.